

RAPPORT 2014

DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES



SOMMAIRE

INTRODUCTION	p.3
RAPPORT 2014 DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	p.4
Quelles sont les ressources humaines au sein de l'association ?	p.4
Le rôle de l'employeur	p.4
Qu'en est-il de l'organisation du travail ?	p.5
Une organisation du travail et un suivi des salariés en évolution constante	p.7
ANALYSE DU BILAN	p.8
Actif	p.8
Passif	p.8
ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT	p.9
Recettes	p.9
En bref	p.9
Evolutions de la répartition de nos recettes	p.9
Retours sur les prévisions faites l'an dernier	p.10
Éléments notables concernant nos recettes	p.10
Dépenses	p.11
En bref	p.11
Focus	p.11
Comparaison des charges par rapport à l'an passé :	p.11
Détails sur les soutiens aux groupes et associations :	p.12
Répartition analytique des salaires	p.13
GESTION QUOTIDIENNE	p.13
Boutique et matériel militant	p.13
Saisie quotidienne et gestion des contacts	p.14
BUDGET PRÉVISIONNEL	p.14
Contexte global	p.14
Comparaison Budget prévisionnel et exercice clôturé	p.15
Recettes :	p.15
Dépenses :	p.16
Estimation des dépenses	p.17
Estimation des recettes	p.18
Synthèse	p.18
BUDGET PROVISIONNEL	p.19
RESOLUTION SOUMISE A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	p.20

INTRODUCTION

Le contexte organisationnel du Réseau reste relativement inédit mettant en place un équilibre complexe entre d'une part une importante marge de manoeuvre pour les groupes de la fédération d'influer chaque année sur les moyens de la structure par les motions et campagnes qu'ils votent et un budget qui présente un cadre restrictif à la mise en oeuvre de celles-ci d'un autre côté. Si les propositions nouvelles s'accumulent au fil des années, le travail de collecte de fonds ne suit pas une augmentation proportionnelle et les ressources financières et humaines — salariées comme bénévoles — mises en face impliquent un nécessaire et inéluctable arbitrage.

Le Réseau fait face à des enjeux financiers de taille : poursuivre et aboutir à une stabilisation des finances qui permette d'assurer la mise en oeuvre de projets à moyen et long terme; développer le soutien nécessaire aux groupes pour mener à bien leurs actions à hauteur de nos ambitions, tout en veillant à limiter l'évolution des dépenses face aux recettes, et en prenant en compte les inquiétudes soulevées par la part que représente la masse salariale.

Des enjeux d'organisation et de gestion de projets collectifs :

Le pire ennemi d'une bonne gestion, ce pourrait-être la dispersion ! L'action du Réseau est encore aujourd'hui une lutte quotidienne entre les enjeux à courts, et à long terme.

Comment répondre aux demandes de transparence, et de nécessaire rigueur dans la gestion d'une structure avec la souplesse et la réactivité dont nous devons souvent faire preuve? Quel équilibre entre travail bénévole et travail salarié et comment s'assurer du respect d'un cadre social, professionnel tout en l'associant à l'engagement militant, vital à notre organisation ?

Le Comité de gestion, mandaté par le CA, n'a de cesse tout au long de l'année, de faire le grand écart entre impératif d'immédiateté — de résultats, de réponse aux sollicitations — et mise en oeuvre d'améliorations en

profondeur ; entre le besoin de concertation collective sans démultiplier des réunions déjà fréquentes?

La bonne gestion du Réseau "Sortir du nucléaire", qui concerne au quotidien chacun des acteurs de l'association, salarié-e-s et bénévoles, se traduit cette année par un résultat positif. Nous pouvons nous féliciter d'avoir réussi à limiter nos dépenses. Il n'est pas question d'économiser notre argent, pas question d'économiser nos efforts, il est question de pouvoir investir totalement, au bon moment, avec un maximum d'impact.

Reste encore de nombreux sujets, concernant les finances comme le fonctionnement, qui sont intrinsèquement imbriqués, que le Comité de gestion, le CA, les salariés, doivent continuer à améliorer, et auxquels nous devons trouver des réponses.

Associer les prévisions financières indispensables aux aléas du quotidien, gérer l'imprévisible, améliorer nos pratiques internes, diffuser une information sur le fonctionnement du Réseau, afin que chaque individu, chaque groupe puisse être informé.

Le Comité de gestion c'est :

Plus de 15 forums actifs, traitant de sujets tels "la politique de rémunération", l'articulation du travail le week-end, le traitement des compte épargne temps, autant de sujets dont l'application à notre association au fonctionnement particulier nécessite du temps de réflexion, qu'il nous faut prendre

Une cinquantaine de votes et consultations, impliquant le travail bénévole et salarié de plus de six personnes, ont été traités cette année.

Près de 20 réunions du Comité de gestion ont permis de faire nombre de pas en avant, pourtant invisibles pour les groupes. Notre fonctionnement est en constante évolution ; des réunions physiques commencent à être organisées et sont de réelles sessions de travail collectif pour échanger ensemble sur les solutions pour améliorer encore la gestion de nos activités.

RAPPORT 2014 DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Préalablement dénommé "*Rapport social*" comme partie intégrante du rapport moral, le conseil d'administration a fait le choix cette année d'intégrer ce rapport à un "*Rapport des ressources humaines et financières*" pour être en cohérence avec le travail du comité de gestion qui est en charge du suivi à la fois des finances et des ressources salariées de l'association.

Au delà des activités du comité de gestion, les ressources humaines dépassent largement la seule gestion des ressources salariées au sein de notre fédération. C'est grâce à une dynamique collective entre bénévoles et salariés que notre Fédération élabore une réflexion collective et assure un travail quotidien essentiel à la lutte antinucléaire en France.

Quelles sont les ressources humaines au sein de l'association ?

Nous ne saurions commencer ce rapport sans évoquer le travail bénévole des administrateurs essentiel à la vie de l'association.

Statutairement, le conseil d'administration est garant des principes fondateurs du Réseau "Sortir du nucléaire" qui se manifestent par sa nature fédérative et par sa charte fondatrice.

Être administrateur, c'est s'engager à assumer des responsabilités importantes vis-à-vis de l'ensemble des membres de la fédération :

- ◆ représenter la lutte antinucléaire et le Réseau dans son ensemble et dans sa diversité.
- ◆ élaborer une réflexion stratégique. Cette année, pour la première fois dans l'histoire du Réseau, le CA a rédigé un document d'orientation stratégique qui sera débattu et voté à l'assemblée générale 2015.
- ◆ suivre la mise en œuvre des priorités définies lors de l'Assemblée Générale notamment par des arbitrages stratégiques et des points réguliers avec la coordination et les salarié-e-s concerné-e-s.
- ◆ suivre les actions et campagnes, l'actualité nucléaire et antinucléaire, le fonctionnement et la vie de l'association...
- ◆ suivre la gestion d'une équipe de salarié-e-s et les finances de l'association.

Être administrateur, c'est s'engager dans une expérience pas toujours facile mais stimulante qui permet de développer ses connaissances et ses compétences et d'en acquérir de nouvelles.

En 2014, le conseil d'administration était composé de 7 binômes (administrateurs titulaires et administrateurs suppléants) alors que le maximum statutaire est de 9 binômes. Toutes les bonnes volontés constructives sont les bienvenues pour renforcer le conseil d'administration qui a beaucoup de travail à réaliser tout au long de l'année. Le conseil d'administration s'est réuni 20 fois en 2014, 5 fois en réunions physiques le week-end et 15 fois en réunions téléphoniques en soirée. Il participe à de nombreuses discussions sur des sujets relatifs à des points stratégiques du Réseau et à sa vie interne et a eu à prendre au moins 150 décisions par des votes formels lors de réunions ou dans l'intranet. Pour sa part le comité de gestion s'est réuni 14 fois dont deux fois en réunions physiques.

Sur certaines des missions, un binôme référent administrateur-salarié-e est mandaté par le CA ce qui permet un fonctionnement plus efficace par des échanges croisés et un suivi régulier du travail en cours.

Mais aussi, l'équipe CA-salariés est aidée dans son travail quotidien par des centaines de bénévoles qui, partout en France, assurent un travail régulier ou ponctuel. Ce maillage local des militants bénévoles est une particularité fondamentale du Réseau, qu'il nous tient à coeur de développer.

Le rôle de l'employeur

Le conseil d'administration assume collectivement la responsabilité de l'équipe salariée nécessaire au fonctionnement du Réseau, tâche assumée, par délégation et en collaboration avec les deux salariés de la coordination générale avec Philippe Brousse en charge de la coordination générale qui supervise le bon fonctionnement général de l'association dans tous ses axes prioritaires en lien quotidien avec le conseil d'administration et Anne-Laure Méladeck qui assure plus spécifiquement un travail quotidien de suivi du travail des salariés.

Conformément aux statuts, le CA décide des embauches, des licenciements et des renouvellements de contrats de travail ; il valide l'évolution des missions et des statuts des salariés en poste. Ces questions sont préalablement discutées par le comité de gestion qui formule des avis à destination du conseil d'administration.

Deux administrateurs d'astreinte, renouvelés par moitié lors de chaque réunion physique trimestrielle du CA, se réunissent avec la coordination chaque semaine, pour faire un point régulier sur les questions courantes ou urgentes (parfois de l'ordre des ressources humaines), ne pouvant pas toujours attendre qu'elles soient abordées lors de la réunion téléphonique du CA qui suit.

Il est rendu compte régulièrement au CA de l'avancée du travail en cours autour d'objectifs communs qui ont été définis par les votes et la priorisation de l'Assemblée générale mais aussi par les décisions qui sont prises au fil de l'année par le conseil d'administration. L'équipe CA-salariés s'évertue à être réactive et en forte interaction avec les acteurs au sein du Réseau autour de l'objectif commun de la sortie urgente du nucléaire.

Qu'en est-il de l'organisation du travail ?

Au sein de notre association, les commissions de travail permettent un suivi des activités courantes et des projets ponctuels. Les administrateurs se répartissent dans les commissions selon leurs disponibilités et leurs centres d'intérêt et les salariés en fonction des missions qui leur sont dévolues. Sur cooptation, les commissions accueillent également des personnes extérieures à l'équipe CA-salariés, favorisant ainsi l'implication des militants au cœur même de la vie du Réseau.

Des commissions pérennes traitent de domaines en rapport avec la stratégie du Réseau (campagne, communication, juridique, relations internationales, nucléaire militaire, actions) et de secteurs plus techniques ou de fonctionnement interne (gestion, boutique, internet, revue).

Pour travailler en synergie avec le CA, l'équipe dispose d'un intranet qui est un espace :

de discussion et de vote du CA sur les grandes décisions politiques et les communiqués de presse, des archives

des comptes rendus de réunions, de présentation des profils de poste des salariés, de présentation de la composition des comités internes des plannings de toutes nos actions de communication générale, des réunions internes, des actions du Réseau et externes au Réseau, des absences des salariés...

La coordination se réunit avec le CA environ une fois toutes les trois semaines en réunion téléphonique et une fois par trimestre en réunion physique au siège de l'association à Lyon. Lors de ces réunions physiques, un certain nombre de salariés sont invités à participer suivant les sujets à traiter. L'ordre du jour de ces réunions est élaboré en concertation avec la coordination et sur proposition du conseil d'administration. Ces réunions téléphoniques et physiques sont animées par des membres du conseil d'administration.

Toute l'équipe salariée se réunit lors d'une réunion hebdomadaire d'une heure pour faire le point sur le travail en cours par un partage des informations essentielles. Des réunions de concertation ont lieu régulièrement entre les salariés du même pôle. Une fois tous les deux-trois mois, les salariés se réunissent lors d'un temps de discussion et d'échanges sur les ressentis, organisé tous les deux mois. C'est un outil d'apaisement et de prévention des tensions et outils au sein de l'équipe salariée.

Des délégués du personnel élus assurent l'interface entre les salariés et la coordination sur des sujets relatifs à l'équipe salariée qui sont discutés en réunion une fois par mois dans le cadre d'une écoute mutuelle et d'un esprit de collaboration afin d'améliorer le cadre du travail en équipe. La durée habituelle du mandat des délégués du personnel est de quatre ans mais ce mandat a été ramené à deux ans suite à une demande des salariés en 2008 qui avait alors été validé par le CA.

De nouveaux délégués du personnel (Xavier Rabilloud comme titulaire et Marie Frachisse comme suppléante) ont été élus le 21 octobre 2014 jusqu'en 2016.

Voici une présentation de l'équipe salariée

Sous la supervision de la coordination et dans le cadre d'une responsabilité partagée avec le Conseil d'administration, l'équipe salariée est constituée de seize salariés permanents, dix femmes, six hommes dont huit travaillent régulièrement en dehors du siège de l'association à Lyon.

Les salariés sont répartis au sein de plusieurs équipes :

L'équipe "Coordination générale" avec deux salariés qui assurent un lien privilégié entre le conseil d'administration et les salariés et veillent au bon fonctionnement de la structure :

- ◆ Philippe Brousse comme coordinateur général,
- ◆ Anne-Laure Méladeck comme coordinatrice générale adjointe.

L'équipe "Campagne, communication, internet et actions" avec 8 salarié-e-s :

- ◆ Myriam Battarel comme assistante webmestre,
- ◆ Marie Frachisse comme coordinatrice des questions juridiques,
- ◆ Laura Hameaux comme chargée des campagnes locales et nationales,
- ◆ Sabine Li comme responsable web et multimédia,
- ◆ Charlotte Mijeon comme chargée de communication médias et des relations extérieures,
- ◆ Wladimir Quénu comme maquettiste de la revue trimestrielle "Sortir du nucléaire",
- ◆ Xavier Rabilloud comme responsable des publications,
- ◆ Mélisande Seyzériat comme chargée nationale des groupes et actions.

L'équipe "Gestion administrative, informatique et comptabilité" avec 6 salarié-e-s :

- ◆ Nadia Boukacem comme secrétaire et chargé-e de l'accueil téléphonique,
- ◆ René Bonnardel comme responsable boutique et de la diffusion du matériel,
- ◆ Baptiste Coll comme responsable gestion et de la collecte de fonds,
- ◆ Emmanuel Durand comme responsable informatique
- ◆ Annie Orenge comme comptable,
- ◆ Maloin pour s'occuper de la préparation matérielle de chaque AG avec un CDD de deux mois.

L'association est ponctuellement aidée par des stagiaires et des bénévoles qui viennent renforcer le travail des salariés à Lyon. Un soutien particulièrement précieux au vu de la quantité importante de travail à réaliser.

Actuellement, après un soutien bénévole de près d'un an, Maé Médolago bénéficie d'un contrat d'apprentissage pour un an jusqu'en septembre 2015 en appui à la levée de fonds et aux ressources humaines dans le cadre d'une formation "Management dans l'économie sociale et solidaire".

Des mouvements dans l'équipe salariée

Régis Delhomme a souhaité quitter son poste le 14 février 2014 pour des raisons personnelles après plus de trois années de travail au Réseau. Il était responsable de notre base de données et des outils informatiques et a été remplacé par Jean Marc Luquet sur une courte période intermédiaire nécessaire à l'organisation d'un recrutement en bonne et dûe forme, puis par Emmanuel Durand en CDI à partir du 12 mai 2014.

Également pour des raisons personnelles, Delphine Boutonnet a souhaité quitter son poste de responsable de la boutique en décembre 2014 après cinq ans et huit mois de travail dans l'association. Ce poste est désormais occupé par René Bonnardel, actuellement en période d'essai.

Une présence permanente des salariées à Paris et du télétravail pour de nombreux salariés

Au delà de la présence d'une partie de l'équipe salariée au siège national de l'association à Lyon, le Réseau "Sortir du nucléaire" dispose depuis l'été 2014 d'une présence salariée permanente et significative à Paris, au plus près des centres de décision et des médias nationaux conformément au vote de la motion "Présence permanente à Paris" validée lors de l'AG de 2013 par 100 % des votes exprimés.

Charlotte Mijeon, chargée de la communication médias et des relations extérieures est donc désormais basée à Paris ainsi que Mélisande Seyzériat, comme chargée des groupes et actions. Elles travaillent actuellement dans un local temporaire louée à la "Coordination internationale pour une culture de non-violence et de paix".

D'ici l'été 2015, le Réseau "Sortir du nucléaire" disposera de locaux permanents à Montreuil dans le futur immeuble écologique "Mundo Montreuil", ce qui permettra d'accéder à des salles de réunions et sur réservation à une salle de conférence. Financé grâce à un financement solidaire, cet immeuble accueillera d'autres associations telles le Comité de liaison des énergies renouvelables (CLER), Info OGM, le Réseau Action Climat, Solthis, Peuples solidaires, Reporterre, Génération médiateurs, Non Violence 21... Une plus grande proximité avec des acteurs importants de la vie associative nationale qui devrait favoriser des échanges d'informations et permettre une meilleure synergie.

Au delà de cette présence permanente du Réseau à Paris, de nombreux salariés travaillent ponctuellement ou habituellement en télétravail en dehors du siège de l'association à Lyon :

- ◆ Laura Hameaux, comme chargée de campagnes, depuis son domicile en Savoie,
- ◆ Marie Frachisse, comme coordinatrice des questions juridiques, 3 jours par semaine depuis son domicile dans la Loire,
- ◆ Myriam Battarel, comme assistante webmestre, depuis son domicile en Isère,
- ◆ Baptiste Coll, comme responsable gestion, deux jours par semaine depuis son domicile en Isère,
- ◆ Wladimir Quénu, comme maquettiste, depuis son domicile à Chambéry,
- ◆ Xavier Rabilloud, comme chargé de communication grand public, un ou deux jours par semaine depuis son domicile à Lyon,
- ◆ Philippe Brousse, comme coordinateur général, un ou deux jours par semaine depuis son domicile à Lyon.

Une convention de télétravail a été mise en place avec les salariés concernés.

Une organisation du travail et un suivi des salariés en évolution constante

Le rapport entre le salaire le plus bas et le plus haut s'établit à un coefficient d'environ 1,8.

Les salarié-e-s bénéficient d'avantages sociaux dont, entre autres, les tickets restaurants, un contrat de prévoyance, un plan d'épargne retraite entreprise, une participation aux frais de transports en commun et depuis début 2014 d'une mutuelle de groupe.

Un travail de réflexion sur la politique de rémunération a été engagé en juin 2014 au sein du comité de gestion en lien avec les délégués du personnel. Il se poursuivra en 2015.

Adopté lors de l'assemblée générale 2014, le règlement intérieur des salariés a fait l'objet d'un avenant au contrat de travail de chaque salarié-e.

Pour approfondir ce travail, plusieurs réflexions sont en cours notamment pour poser un cadre clair pour les demandes salariales, et autres questions d'organisation du travail des salariés.

Après une dérive importante des heures de travail dans le passé, une attention particulière est désormais portée sur un meilleur suivi du temps de travail pour permettre à chacun d'être accompagné dans son travail et pour limiter le nombre d'heures supplémentaires. La coordination assure ainsi régulièrement un suivi avec chaque salarié afin de définir ensemble les priorités de travail, discuter des difficultés rencontrées et des solutions à y apporter.

Chaque salarié remplit dans un espace web partagé ses heures travaillées pour chaque jour par un découpage des tâches effectuées. Ce tableau de bord des heures travaillées est l'occasion de faire le point régulièrement sur la charge ou la surcharge de travail et de réfléchir aux moyens d'y remédier ou de mieux répartir le travail. Il permet aussi de voir combien de temps salarié a été nécessaire à la mise en oeuvre d'un projet pour affiner le travail de budgétisation et pouvoir mieux éclairer les groupes sur l'activité des salariés.

En dehors de ce suivi régulier, des entretiens annuels des salariés sont organisés une fois par an en présence de membres du conseil d'administration et de la coordination générale pour permettre un temps de dialogue sur l'année écoulée dans une confiance mutuelle, sans jugement et en toute confidentialité, dans le but d'établir un bilan partagé afin également de préciser les perspectives.

Un plan annuel de formation est élaboré en lien avec les salariés et les délégués du personnel pour renforcer les compétences de chacun-e et suivant les besoins de l'association, et les demandes de formation de l'équipe.

Par ailleurs, pour améliorer le travail d'équipe et les besoins en terme de coordination générale des projets, une réflexion est menée depuis novembre 2014 avec l'ensemble de l'équipe salariée et le conseil d'administration.

Jour après jour, les bénévoles, les salariés et les administrateurs sont fortement impliqués, au service de la lutte antinucléaire dans le cadre d'une dynamique collective.

Un grand merci aux différents acteurs du Réseau "Sortir du nucléaire".

ANALYSE DU BILAN

Actif

Le total de l'actif net se monte à 314 682 € (+ 34 % > 2013)

L'augmentation de l'actif du Réseau "Sortir du nucléaire" s'explique en grande partie par les disponibilités, qui sont le résultat de la maîtrise des coûts et des recettes [1].

L'actif net immobilisé [2] n'est que très peu modifié par rapport à l'an passé. Peu d'investissements durables ont été engagés sur la période. La baisse non significative s'explique par la continuité de l'amortissement [3] des matériels immobilisés. Cette stagnation de l'actif immobilisé est également due au fait du choix de l'utilisation d'un logiciel libre pour la gestion des contacts. [4]

Les participations et créances du Réseau "Sortir du nucléaire" rattachées au local de Lyon et à la Maison de Bure n'ont pas subi de modification durant cette période.

L'actif circulant est quant à lui, profondément modifié au bénéfice **des disponibilités** de l'association. Pour autant **les stocks** de matériels de campagne, de livres, restent maîtrisés et observent une légère baisse. **Les créances** du Réseau "Sortir du nucléaire" auprès de ses partenaires ne sont pas modifiées, et restent dans la continuité des pratiques en matières de dépôts-ventes, et en matières de règlement des fournisseurs.

Le total des immobilisations reste inchangé, la relative baisse (-1,8 %) est due à l'amortissement des biens corporels de l'association.



Les disponibilités sont en forte augmentation (multipliées par 5), grâce à la baisse des charges et l'évolution positive des ressources. (+ 2 %)

Passif

Le total du passif s'élève à 314 682 € (+ 34 % > 2013). Conséquence directe de l'amélioration de la maîtrise des coûts, la part **des capitaux propres** du Réseau "Sortir du nucléaire" remonte à un niveau supérieur à l'exercice 2011-2012. (+ 90 % > 2013). Il est proposé à l'AG de se prononcer sur l'attribution du résultat de l'exercice comptable au report à nouveau.

Les provisions pour risques sont modifiées au 31/08/14. En effet, la provision faite en 2013, concernant le contentieux entre d'anciens administrateurs, un ancien salarié, et la structure, n'est pas modifiée à ce jour.

Une provision complémentaire a été consentie, celle-ci constitue la prise en compte de l'ensemble des risques encourus dans le cadre de l'action juridique du Réseau "Sortir du nucléaire" prévisible pour les temps à venir. Il s'agit d'une prise en compte prudente compte tenu des bons taux de victoires de l'action juridique de notre Réseau contre les exploitants, sur la base des actions engagées jusqu'à présent.

A la clôture de l'exercice, les dettes (principalement fournisseurs + 190 % > 2013) sont en augmentation de près de 20 %. A ce jour, l'ensemble de ces dettes au 31/08/2014 ont été réglées.

[1] Voir analyse du compte de résultat page suivante

[2] Bien durable possédé par la structure, après amortissement et provisions pour dépréciations

[3] Etalement de la charge sur plusieurs années

[4] Plus de détails sur ce choix dans la partie "Gestion quotidienne"

ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT

Recettes

En bref

Le total des produits d'exploitations est en légère augmentation (+ 0,4 %), ce qui constitue une amélioration notamment grâce aux dons. Pour rappel, ce chiffre était en baisse de - 10 % ,sur l'exercice précédent.

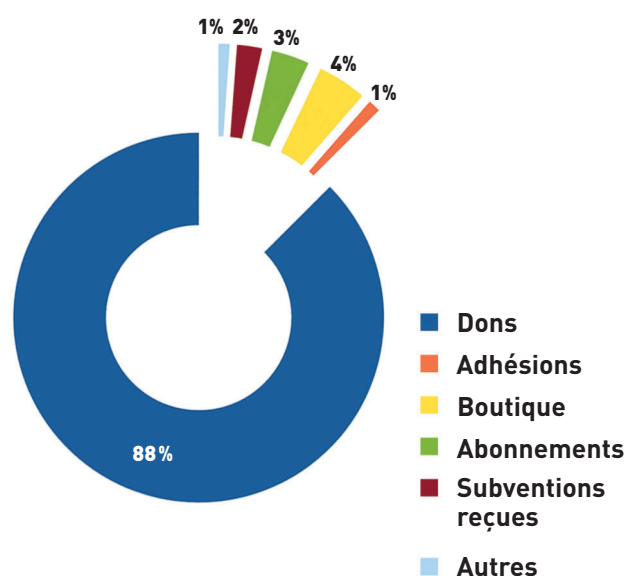
La part des dons reçus [5] par le Réseau "Sortir du nucléaire", représente cette année 88 % des produits d'exploitation.

La part de l'activité commerciale (revue et boutique) est en baisse de 16 %, principalement observée par la baisse des ventes de matériel militant, paramètre lié aux évènements de terrain qui peuvent être organisés (- 27 % spécifiquement sur le matériel militant).

La part des abonnements à la Revue "Sortir du nucléaire" est en augmentation de près de 3,5 % par rapport à l'exercice précédent. Ceci est principalement dû au maintien global des abonnements par le biais des revues, mais surtout par le recours à des opérations de parrainage, favorisant la diffusion de la revue. Le montant collecté au travers des adhésions des groupes baisse de 7 000 €.

Certaines subventions reçues concernaient des demandes effectuées dans l'exercice précédent, cela génère ainsi une augmentation de près de 20 000 € par rapport à l'exercice antérieur.

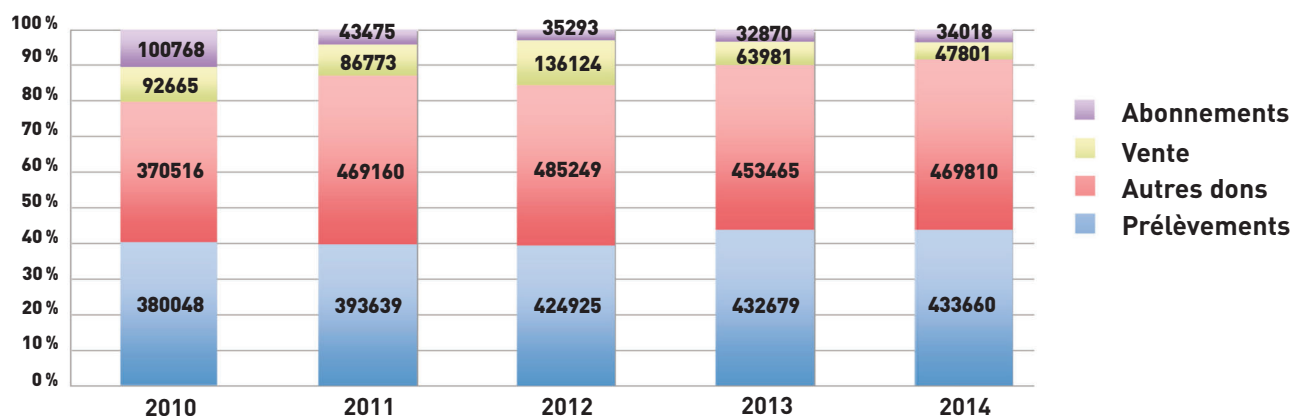
Répartition 2014 des recettes par activité



[5] Voir compte de résultat détaillé page 10

Evolutions de la répartition de nos recettes

Période 2010-2014



La répartition des recettes n'est pas modifiée de manière significative, la structure financière du Réseau "Sortir du nucléaire" reste stable. Par ailleurs, le suivi de l'évolution des produits d'exploitations montre une reprise de l'augmentation de la courbe des recettes de l'association.

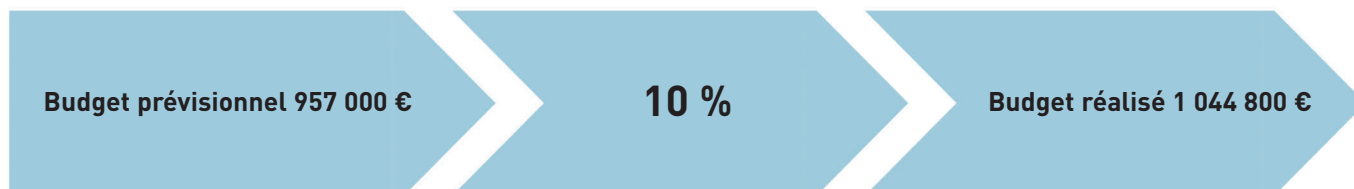
Retours sur les prévisions faites l'an dernier

Durant l'exercice 2013/2014, les sympathisants "donateurs" du Réseau "Sortir du nucléaire" ont financé 88 % du budget de la fédération. Cela représente une hausse de 10 % par rapport à la prévision proposée dans le budget prévisionnel voté lors de l'Assemblée générale de janvier 2014.

La part des abonnements a également dépassé nos estimations faites l'an dernier (+6 %), grâce à un fort recours au parrainage, (abonnement qu'une personne offre à une autre personne), et à un suivi régulier des abonnés à la revue via notamment les relances d'abonnement.

La diffusion de matériel est encore cette année, en baisse au niveau des volumes financiers, des efforts sont à faire dans la valorisation du matériel dans le cas des campagnes nationales du Réseau. La boutique en ligne est à ce jour le seul support de diffusion à se maintenir en terme de chiffre d'affaire "commercial".

De manière générale, les prévisions proposées l'an passé à l'Assemblée générale se sont montrées relativement sécurisantes, (environ 10 % inférieures au chiffre d'affaire effectivement réalisé). Cet écart illustre aussi les difficultés de prévision en matière de collecte.



Éléments notables concernant nos recettes :

- ◆ Dons importants entre 1 000 € et 3 000 €

Sur cet exercice, nous avons reçu 15 dons de particuliers ou d'entreprises membres du Réseau dont le montant est compris entre 1 000 € et 3 000 €.

- ◆ Subventions reçues :

Trois fondations ont soutenu le Réseau pendant cette période, pour un montant total d'environ 24 500 €.

- ◆ **Fondation "Tides"**, fondation par laquelle l'entreprise Patagonia France nous a alloué une subvention concernant l'activité juridique du Réseau. Il s'agit d'une fondation américaine, travaillant avec de nombreuses entreprises et ONG, nous soutenant dans le cadre du réseau "1% pour la Planète"
- ◆ **Fondation Horizon**, est une fondation familiale qui soutient le Réseau depuis deux ans, dont l'un des membres est sympathisant du Réseau.
- ◆ **OAA**, est une fondation détentrice du logo "nucléaire ? non merci" et qui reverse des subventions de soutien aux associations partenaires. Elle a été créée en 1975 dans le cadre d'une campagne danoise contre le nucléaire.

DÉPENSES

En bref

Montant des charges d'exploitation : - 10 %, qui se décomposent de la manière suivante :

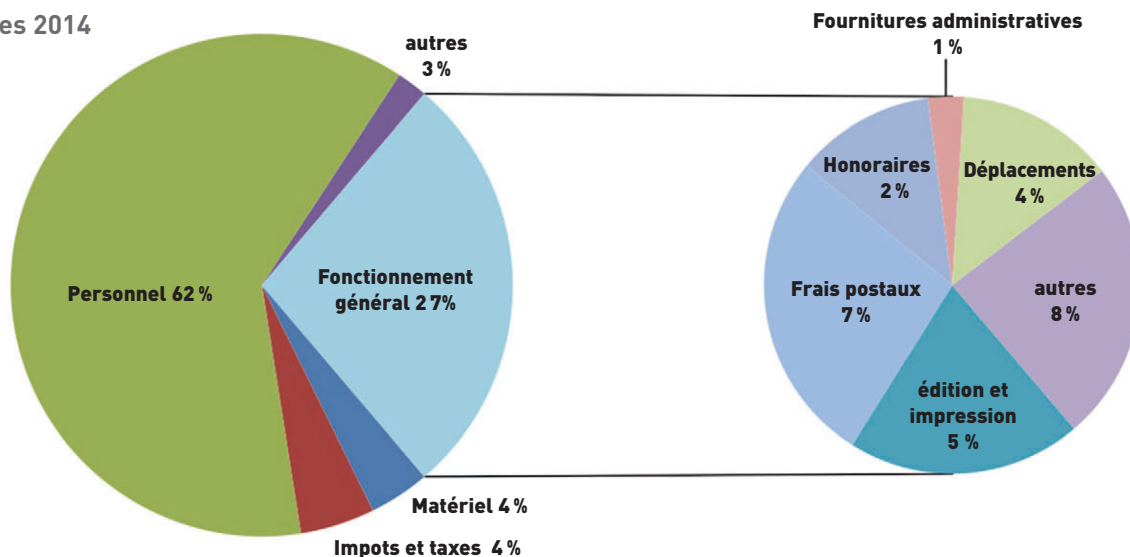
- 18 % frais de fonctionnement qui s'expliquent par une réduction des envois de mailing papier notamment.
- 39 % des achats de matériel qui s'expliquent par la baisse d'activité de vente et l'utilisation des stocks.
- 0,73 % de la masse salariale.

Focus

Fonctionnement général

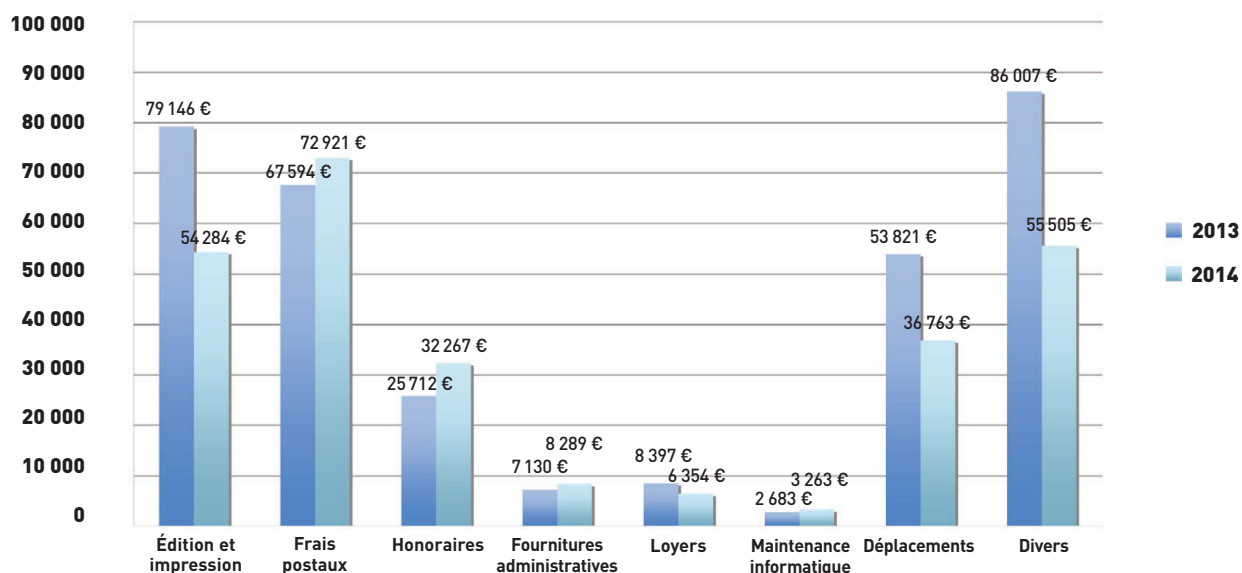
Le graphique ci-dessous analyse environ 27 % des charges. L'ensemble de ces charges sont en baisse d'un peu plus de 18 % par rapport à l'exercice antérieur.

Charges 2014



Comparaison des charges par rapport à l'an passé :

Comparaison entre N et N-1



Quelques éléments notables :

Les frais d'impression et d'édition en général ont baissé de 31,5 % à la suite d'une réduction des envois. Tant au niveau de la revue "Sortir du nucléaire" que des envois plus généraux comme le publipostage.

Les honoraires augmentent de manière générale d'environ 25 % à la suite de l'augmentation des prestations demandées aux collaborateurs extérieurs. L'augmentation du nombre d'actions en justice à l'encontre des exploitants explique la grande partie de cette hausse.

Les déplacements ont globalement baissé d'environ 30 %.

La catégorie divers, en baisse de 35 %, regroupe notamment les frais de manifestation, événements ou concerts qui peuvent être organisés.

Détails sur les soutiens aux groupes et associations :

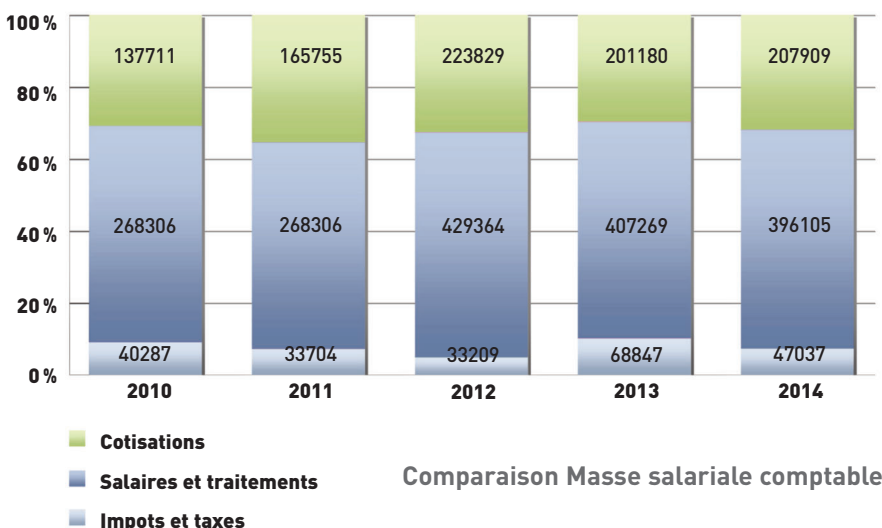
Cette année encore, la priorité du Comité de Gestion, responsable de l'attribution des demandes de subvention inférieures à 2 000 €, aura été de respecter ses engagements et de favoriser au mieux, le soutien des groupes et associations du Réseau "Sortir du nucléaire", ainsi que les groupes non membres via le fonds de solidarité. Cette année, 26 associations et groupes membres ont reçu le soutien financier du Réseau, et 8 associations non membres ont reçu le soutien du Réseau via le fonds de solidarité. Durant cette période, le Réseau a reversé près de 23 000 € aux associations membres, ainsi que 9 000 € à des associations amies, pour 29 décisions adoptées, seule une décision n'a pas trouvé de réponse favorable.

Répartition analytique des salaires

Pour la deuxième année consécutive, la masse salariale comptable est en recul. Cette année, la baisse est d'environ 4% en comparaison avec l'exercice précédent.

Ce graphique présente l'évolution de **la masse salariale comptable depuis 2010**. Ceci englobe l'ensemble des salaires et traitements, cotisations sociales, ainsi que les impôts et taxes associés au fonctionnement de la structure.

La part Impôts, taxes et versements assimilés ne concerne pas uniquement la masse salariale. La TVA non récupérable résultant de l'activité fiscalisée de la boutique et de la revue représente cette année 35 % des impôts, taxes et versements assimilés [6].

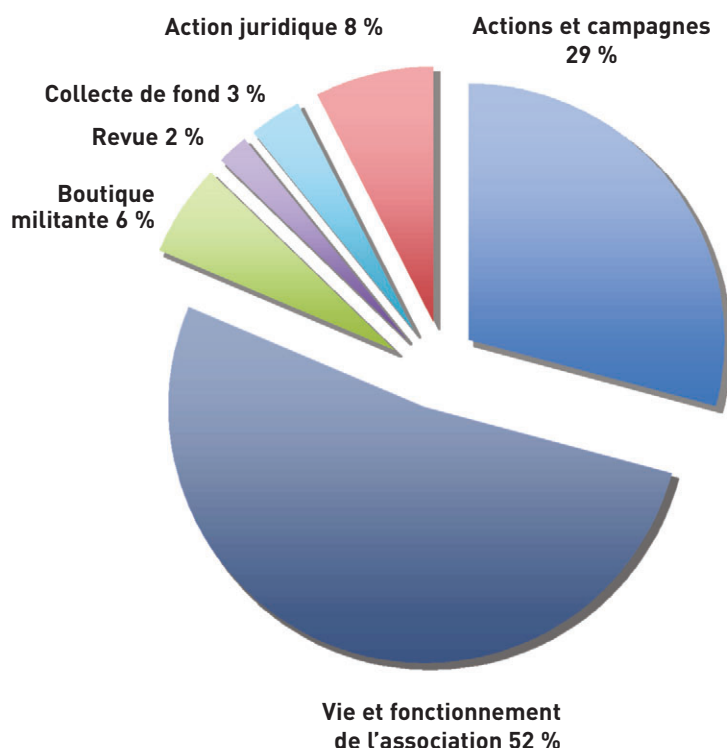


La masse salariale représentant inévitablement une part importante des budgets dans le milieu associatif, du fait du caractère non lucratif de l'activité d'une association comme le Réseau, le Conseil d'administration, par le biais du Comité de gestion notamment, est attentif à contenir le mieux possible cet aspect, pour qu'il ne devienne pas un poids trop important en rapport avec le reste des volumes financiers.

[6] Le réseau est sectorisé fiscalement, ce qui a pour conséquence le paiement de la TVA sur ses activités fiscalisée (Boutique et Revue)

Répartition du travail

équipe 2013-2014



Ce graphique représente la répartition du travail de l'équipe des salariés par grande catégorie, enregistré chaque mois, dans le cadre du suivi du temps.

La partie "Vie et fonctionnement de l'association" regroupe différentes sous-catégories, principalement les charges dites de fonctionnement général de la fédération, telles que l'assemblée générale, le travail administratif et comptable, inhérents à la bonne tenue de nos activités.

Le codage analytique a été mis à jour durant cet exercice, il est donc encore perfectible. Chaque année, l'analytique utilisé dans notre comptabilité sera mis à jour d'une part selon les décisions de motions lors de l'assemblée générale, et d'autre part selon les aléas parfois très importants, en matière d'actualité entrant dans l'action de la fédération.

GESTION QUOTIDIENNE

L'ensemble des actions du Réseau ont un impact important sur les différentes personnes qui travaillent pour le Réseau, qu'elles soient bénévoles ou salariées. Nous proposons de mettre en lumière certains aspects habituellement peu visibles.

Boutique et matériel militant

Cette année, le chiffre d'affaire (ventes et dons) de la boutique du Réseau est relativement stable. Alors que l'ensemble de nos ventes baisse (- 16 %), le chiffre d'affaire de la boutique en ligne, principal support de vente grand public du Réseau, est en augmentation de 6 % comparé à l'an passé.

Nous notons une diminution des ventes de matériel " militant " que l'on peut attribuer à la faible diffusion de matériel lors des mobilisations dans le cadre de cet exercice comptable. A titre d'exemple, les T-shirts, drapeaux et badges sont en recul de 58 %, 76 % et 84,5 % respectivement.

Quelques articles ont particulièrement plu, comme l'ouvrage " Un printemps à Tchernobyl ", la clé USB contenant les vidéos des campagnes ou actualités en cours (près de 300 ventes en un an) ainsi que les mains " nucléaire STOP " (1 000 mains distribuées) pour les manifestations.

La boutique du Réseau est un vrai relai de diffusion de notre message. Les articles proposés qui sont choisis avec un comité de plusieurs personnes, bénévoles et salariés, sont plus nombreux, et de plus en plus variés. Les canaux de diffusion de nos ventes de matériel militant et de livres sont variés : boutique en ligne, revue, catalogue papier, et nous devons au quotidien, tenter de tirer le meilleur de chaque moyen de diffusion dont le Réseau dispose.

Si la part des recettes collectées par la vente de produits est loin d'être une ressource suffisante et doit le rester, la diffusion de matériel militant et d'abonnements reste un levier fort de mobilisation et d'information. Ces canaux sont également des moyens de collecte de dons, la générosité des sympathisants restant la principale source de recettes du Réseau.

Saisie quotidienne et gestion des contacts



La gestion quotidienne est un enjeu important pour notre équipe, car beaucoup de temps est consacré à l'accueil des sympathisants, que ce soit par téléphone, par mail, ou au siège social situé à Lyon. Les sollicitations sont nombreuses, et c'est un travail sans relâche, où les personnes salariées et bénévoles, font leur maximum pour répondre à des questions parfois très pointues, et très nombreuses !

Pour ce travail quotidien, nous sommes entourés de personnes spécialisées, en premier lieu au sein du CA, mais aussi de personnes ressources liées au Réseau qui se relaient pour répondre sur diverses thématiques (énergies renouvelables, incidents, actualités ...). Le renouvellement de notre logiciel de base de données est un des aspects majeurs d'optimisation de la gestion des données concernant nos contacts.

Dans la perspective d'économies déjà évoquées dans les précédents rapports, nous avons opté pour le développement en interne d'un logiciel libre, permettant de fusionner ensemble différents aspects de notre travail, actuellement gérés par deux logiciels payants. (gestion d'adresses, d'abonnements, de dons, d'adhésions, relations presse, ventes de la boutique, ...)

Nous essayons de généraliser cette orientation vers les logiciels libres, il nous semble important de soutenir ces alternatives pour des raisons évidentes d'éthique et de cohérence avec le message que porte le Réseau. Ces transitions s'effectueront tout au long de l'année 2015 demandant une forte implication de l'ensemble des salariés.

Dans le cadre de la campagne "Nucléaire : Stop au rafistolage !" plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été sensibilisées, notamment grâce au document de campagne envoyé par le Réseau.

Plus de 230 heures de travail rémunéré ont été nécessaires à la conception, la mise en œuvre et ensuite à la saisie de toute l'activité militante générée, envoi de lettres aux députés, participation à la pétition en ligne, parrainage d'un proche, diffusion gratuite, abonnement, achat de matériel militant, autant d'information qu'il faut saisir au quotidien.

Profitons en ici pour remercier tous nos sympathisants, qui de par leurs encouragements écrits, nous motivent tous les jours !

BUDGET PRÉVISIONNEL

Contexte global

Le budget prévisionnel proposé pour l'exercice allant de septembre 2014 à août 2015, contient plusieurs grands volumes.

- ◆ Une part de ces volumes correspond à l'activité courante et en grande partie prévisible : achats pour diffusion de matériel, coûts associés à l'édition de la revue "Sortir du nucléaire", actions juridiques, frais généraux, charges de personnel ...
- ◆ Une autre part du budget prévisionnel correspond à la prise en compte de la poursuite des motions et campagnes votées lors de l'Assemblée générale de janvier 2014. [7]
- ◆ Le budget prévisionnel soumis à l'Assemblée générale du 31 janvier et 1^{er} février 2015 se place dans la continuité des réalisations globales de l'exercice clôturé.

[7] Voir en annexe, liste des motions votées en AG 2014

Comparaison Budget prévisionnel et exercice clôturé

Recettes

Ventes de matériel :

Exercice clôturé	46 000,00 €
Prévisions pour exercice en cours	50 000,00 €

L'écart (environ + 8,5 %) s'explique par la diffusion de matériel militant (Tshirts, badges ..) prévu dans le cadre des deux grandes campagnes nationales "De la mine aux déchets, tous concernés !", et "Nucléaire : Stop au rafistolage !".

Production vendue : (revue)

Exercice clôturé	35 500,00 €
Prévisions pour exercice en cours	33 500,00 €

Pas d'écart significatif (- 5,6 %) dans les prévisions, elles sont basées sur l'exercice clôturé. Il s'agit là d'une prévision prudente, même si la récente création d'un "abonnement de soutien" permet d'espérer une augmentation des recettes liées à l'abonnement.

Ces deux sources de recettes (ventes et abonnements) sont marginales dans le volume global des recettes du Réseau, mais participent largement à la visibilité de l'association. Cette visibilité a un impact plus ou moins direct avec la collecte de dons, principale source de financement de la structure. La dynamisation de ces deux activités de notre association est et reste indispensable à la santé financière du Réseau "Sortir du nucléaire".

Cotisations des groupes adhérents :

Exercice clôturé	11 800,00 €
Prévisions pour exercice en cours	15 000,00 €

Collecte de dons :

Exercice clôturé	903 500,00 €
Prévisions pour exercice en cours	891 000,00 €

L'écart non significatif (- 1,3 %) s'explique par l'absence de prise en compte des soutiens spontanés — c'est-à-dire non-attribuables directement à une sollicitation par papier ou courriel —, de nos donateurs qui s'élevaient dans l'exercice passé au montant d'environ 50 k€ (inclus dans les 903 k€).

Total des produits

Exercice clôturé	1 044 800,00 €
Prévisions pour exercice en cours	1 051 800,00 €

Il s'agit d'une prévision prudente, tenant compte des évolutions prévues dans le cadre de la collecte de dons (*renforcement de l'équipe levée de fonds, envois de nouveaux courriers, etc...*).

L'écart entre le budget prévisionnel et le budget réalisé sur les montants présentés pour l'ensemble des produits n'est pas significatif (+ 0,7 %) . Il faut cependant garder à l'esprit que l'un constitue une réalité passée et donc effective, l'autre une prévision basée sur notre expérience de collecte. Par ailleurs, ces prévisions en hausse se fondent également sur une augmentation de notre connaissance de nos donateurs, qui s'améliore grâce au gros travail fourni sur ces aspects, sur l'impact financier espéré de nos campagnes grand public, et misent également sur les résultats permis par une amélioration de nos outils et pratiques. Ces chiffres ne sont donc pas acquis, mais nous estimons pour autant, qu'ils constituent une prévision prudente.

Dépenses :

Achats de matériel :

Exercice clôturé	23 500,00 €
Prévisions pour exercice en cours	25 000,00 €

L'écart (+ 6 %) entre ces deux années, s'explique par une hausse des achats au niveau du matériel décliné pour les campagnes. Ce volume de charges est indissociable de la hausse des recettes envisagée dans le cadre des ventes de matériel.

Autres achats et charges externes :

Exercice clôturé	279 500,00 €
Prévisions pour exercice en cours	284 000,00 €

L'écart négligeable (+ 1,8 %) entre le budget prévisionnel et l'année clôturée, s'explique par un souci d'économie, notamment au niveau des grandes masses financières telles que les dépenses d'impression, routages et frais postaux. Ces postes représentent **47 %** de cette catégorie.

Total des charges :

Exercice clôturé	976 750,00 €
Prévisions pour exercice en cours	1 051 800,00 €

L'écart important des charges entre l'exercice passé et l'exercice à venir (+ 7,6 %) illustre l'augmentation générée par les décisions de l'Assemblée générale de 2014 qui ont pu être intégrées dans nos prévisions.

Frais de personnel et impôts :

Exercice clôturé	651 000,00 €
Prévisions pour exercice en cours	656 262,00 €

L'écart négligeable (+ 0,8 %) entre l'exercice passé et la prévision s'explique par la stabilité de l'effectif salarié. Ce volume de charges fera cependant l'objet d'un suivi budgétaire constant, au vu des besoins en terme de travail opérationnel habituellement relégué pour une grande partie, à l'équipe salariée.

Autres charges :

Exercice clôturé	26 300,00 €
Prévisions pour exercice en cours	40 000,00 €

Cet écart important (+ 50 %) constitue la poursuite de priorisation importante qui est donnée au soutien des groupes et associations du Réseau ou organisations amies via le fonds de solidarité.

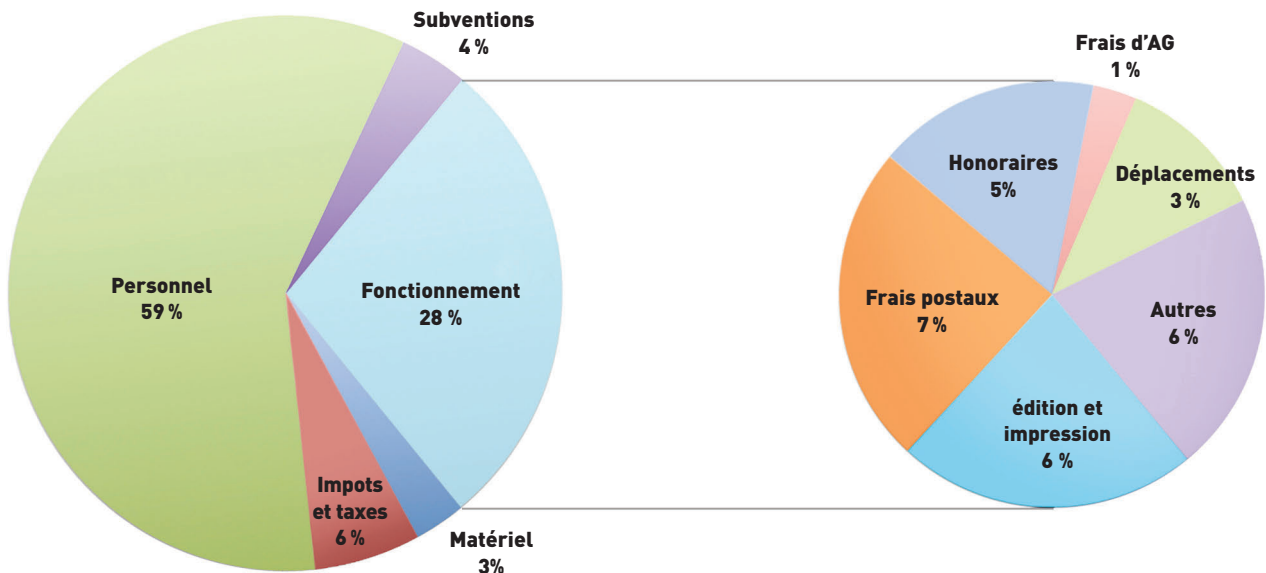
CONCLUSION :

L'activité prévue repose sur une poursuite des efforts en terme de collecte de dons, une poursuite de la dynamique de visibilité du Réseau notamment par le biais du matériel, mais aussi dans le cadre des campagnes, de sensibilisation et de mobilisation envoyées par courrier à nos sympathisants.

Néanmoins, il s'agit cette année encore, d'une pression importante en terme de ressources humaines, que ce soit sur les postes de terrains, de communication, ou encore de gestion. L'augmentation d'activité se traduit toujours mécaniquement par une augmentation de temps de travail opérationnel.

Estimation des dépenses

Répartition des charges prévisionnelles



Les achats de marchandises regroupent les achats de réassortiment des références diffusées dans notre boutique en ligne, mais aussi le matériel de campagne, destiné à soutenir les campagnes "Nucléaire : Stop au rafistolage !", et "De la mine aux déchets, tous concernés !".

Les charges de fonctionnement ne concernent pas uniquement des dépenses liées à l'activité du siège, mais bien l'ensemble des postes dédiés aux activités structurelles de l'association. Ces charges sont détaillées dans le graphique détaillé à droite.

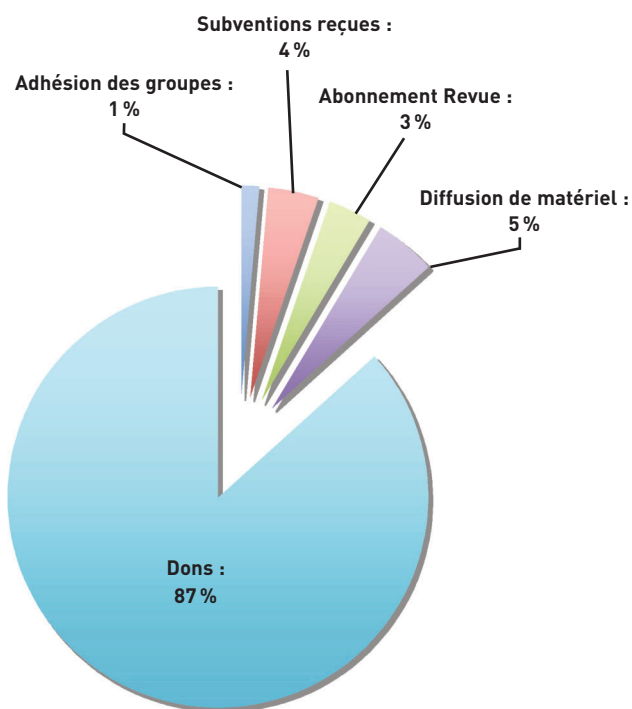
Les autres charges, regroupent essentiellement les subventions et les sommes allouées dans le fonds de solidarité.

La part impôts, taxes et personnel regroupent les frais liés directement et indirectement à l'équipe de salarié-e-s actuelle. Aucune embauche supplémentaire à l'exercice passé n'est prévue, malgré l'augmentation sensible des projets votés en Assemblée générale 2014.

Estimation des recettes

Les prévisions en termes de recettes ne sont qu'indicatives. Si elles se basent sur l'ensemble des informations statistiques disponibles, il ne s'agit que d'hypothèses pouvant être bousculées par des contextes imprévus.

Répartition recettes prévisionnelles 2014 - 2015



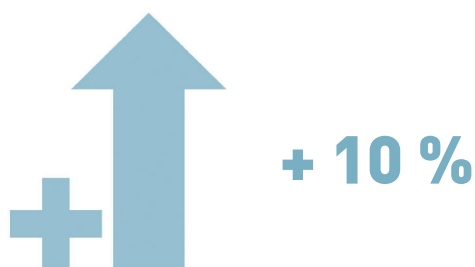
La part **des subventions** est envisagée à la hausse, du fait du renforcement de notre travail de visibilité des campagnes, ainsi que de la venue d'une personne en contrat d'apprentissage en soutien à l'équipe de collecte de dons.

Les abonnements à la revue stagnent à un niveau assez faible depuis 3 ans, nous envisageons cette année, deux courriers spéciaux, pour tenter de soutenir ce support très important de dons et de diffusion de matériel.

La diffusion du matériel est également un enjeu important pour l'exercice à venir. Du matériel spécifique aux campagnes permettra selon nos prévisions, de remonter les volumes financiers de ventes de matériel. La boutique en ligne continue de permettre une diffusion relativement soutenue.

Au vu des résultats de cet exercice, **la part des dons** est envisagée avec une légère hausse par rapport au prévisionnel soumis lors de l'Assemblée générale précédente.

Synthèse



Le budget prévisionnel de l'exercice 2014-2015 marque une hausse du niveau des dépenses et des recettes. Après un exercice comptable géré à l'économie, afin notamment de permettre de dégager une trésorerie plus "confortable", bien que relativement faible, le Comité de gestion et le CA assument d'intégrer la quasi-totalité des motions et campagnes votées par l'Assemblée générale de janvier 2014. Ainsi, nous espérons que la collecte de dons, et la diffusion de matériel, sauront nous permettre de faire face à la hausse des dépenses proposées pour l'exercice 2014-2015.

<u>Budget prévisionnel RSN 14_15</u>			
		BP2014	BR2013-2014
CHARGES		1 051 837,25 €	993 522,00 €
60	Achats	71 541,51 €	36 812,00 €
601	Matières premières	0,00 €	
604	Etudes et prestations	10 000,00 €	0,00 €
605	Matériels, équipements manif et campagnes	5 455,00 €	1 900,00 €
606110	EAU, abonnements	120,00 €	116,00 €
606400	Fournitures administratives	18 004,51 €	8 300,00 €
606450	Fournitures informatiques	3 000,00 €	996,00 €
607	Achats de marchandises pour revente	24 962,00 €	23 500,00 €
61	Services extérieurs	120 566,81 €	97 202,00 €
	Autres (BR réimputation)		5 000,00 €
611	Sous-traitance générale	4 000,00 €	5 500,00 €
611100	Routage-encartage	20 556,35 €	15 679,00 €
611200	Impression	44 336,46 €	38 605,00 €
611210	Photocopies	1 500,00 €	
611300	Maquettage extérieur	3 390,00 €	3 280,00 €
613200	Location de salles	10 275,00 €	760,00 €
613210	Loyer Paris	6 300,00 €	0,00 €
613220	Loyer Lyon	6 320,00 €	5 830,00 €
613500	location machine à affranchir	1 200,00 €	930,00 €
613510	Location + maintenance copieur	689,00 €	690,00 €
614	Charges locatives	5 700,00 €	5 250,00 €
615	Entretien et réparations	0,00 €	
615660	maintenances site web	2 200,00 €	2 300,00 €
616	Primes d'assurances	1 500,00 €	1 000,00 €
618	Documentation	250,00 €	200,00 €
618200	Abonnements professionnels	850,00 €	750,00 €
618510	Frais d'assemblée générale	9 500,00 €	9 300,00 €
618520	Frais de CA	2 000,00 €	2 128,00 €
62	Autres services extérieurs	163 465,96 €	160 208,00 €
621	Personnel extérieur	600,00 €	
622600	Honoraires EC	7 100,00 €	6 120,00 €
622610	Honoraires juridiques	34 500,00 €	19 250,00 €
622620	Honoraires CAC	6 500,00 €	6 900,00 €
622700	Frais d'actes et contentieux	150,00 €	1 000,00 €
623	Publicité et relations publiques	500,00 €	460,00 €
623200	Cadeaux	500,00 €	
623800	Dons divers	2 000,00 €	1 000,00 €
624	Transports sur achats et ventes	280,00 €	415,00 €
625	Déplacements, missions salariés	14 000,00 €	18 883,00 €
625100	Déplacements, missions administrateurs	10 000,00 €	12 840,00 €
625200	Déplacements, missions stagiaires et bénévoles	5 000,00 €	4 755,00 €
625300	Déplacements, missions prestataires et autres	2 900,00 €	285,00 €
625700	Réceptions diverses	1 000,00 €	80,00 €
626100	Frais postaux	69 035,96 €	72 920,00 €
626120	Collecte du courrier	1 200,00 €	1 500,00 €
626200	Frais de télécommunication	5 000,00 €	5 100,00 €
626210	Internet	400,00 €	400,00 €
627000	Frais bancaires	1 000,00 €	1 380,00 €
627300	Frais et commissions boutique en ligne	1 600,00 €	1 700,00 €
628200	Adhésions à d'autres organismes	2 000,00 €	1 900,00 €
63	Impôts et taxes	62 675,95 €	47 000,00 €
64	Charges de personnel	593 587,02 €	607 000,00 €
641	Rémunérations du personnel (net+ch salariales)	391 724,68 €	396 000,00 €
641300	Indemnité de stages	6 000,00 €	3 000,00 €
645	Charges de sécurité sociale (ch patronales)	195 862,34 €	208 000,00 €
657100	Subventions accordées	35 000,00 €	22 800,00 €
657210	Affectations aux fonds de solidarité	5 000,00 €	2 500,00 €
66	Charges financières		5 300,00 €
68	Dotations aux amortissements		14 700,00 €
PRODUITS		1 051 837,25 €	1 044 000,00 €
70	Ventes de produits et services	33 400,00 €	35 500,00 €
707	Ventes de marchandises	50 685,15 €	46 000,00 €
74	Subventions reçues	40 000,00 €	24 500,00 €
75	Produits de gestion(équilibre)	8 613,00 €	4 800,00 €
756	Cotisations	15 000,00 €	11 700,00 €
758010	Dons	891 139,10 €	906 600,00 €
758400	Refacturation frais de ports	5 000,00 €	6 300,00 €
77	Produits exceptionnels	8 000,00 €	8 600,00 €
Résultat		0,00 €	50 478,00 €

RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE DES 31 JANVIER ET 1^{ER} FEVRIER 2015

Résolution 1

Approbation des comptes

Après avoir entendu lecture du rapport financier et des rapports du Commissaire aux comptes, l'Assemblée générale approuve les comptes de l'exercice allant du 1er septembre 2013 au 31 août 2014 et qui se traduisent par un excédent sur les recettes de 51 112,74 €

Résolution 2

Quitus

L'Assemblée donne quitus au Conseil d'administration pour la gestion financière des activités du Réseau, ainsi que pour les comptes approuvés ci-dessus.

Résolution 3

Affectation du résultat

L'Assemblée générale valide l'affectation de l'exercice précédent, telle que voté lors de l'Assemblée précédente. L'Assemblée générale décide d'affecter l'excédent de 51 112,74 € au report à nouveau, ce qui portera son solde à 110 180 €.

Résolution 4

Approbation du budget prévisionnel

L'assemblée générale approuve le budget prévisionnel allant du 1er septembre 2014 au 31 août 2014, tel que présenté avec les comptes annuels et sous réserve des modifications induites par les décisions de campagnes prise par cette assemblée.

Le présent rapport financier a été réalisé conjointement par les membres du comité de gestion du Réseau "Sortir du nucléaire", et validé par le Conseil d'Administration par un vote du 15 décembre 2014

Composition du comité de gestion 2013/2014 :

Administrateurs :

Sophie Morel, Les désobéissants (14)
Daniel Roussée, Les Amis de la Terre (31)
Pierric Duflos (Trésorier), SDN 26/07

Salariés :

Anne-Laure Meladeck, coordinatrice générale adjointe
Philippe Brousse, coordinateur général
Baptiste Coll, responsable pôle compta-gestion